



1, rue Faidherbe
80800 Corbie

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

24	A	21
----	---	----

ARRÊTÉ MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Le Maire de Corbie,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L111-8-3, R123-46 et R123-14,
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié,
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié,
Vu l'arrêté préfectoral n°02/103 et 02/107 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité,
Vu la visite périodique sur site du centre hospitalier bâtiment réadaptation cardiaque en date du 02 octobre 2023 par la commission de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement d'Amiens,
Vu le code du travail,
Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP,
Vu l'arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie,
Vu l'arrêté du 22 juin 1990 modifié portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70KW,
Vu Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 Etablissement de soins, Règles spécifiques aux petits établissements de soins,
Vu l'avis favorable en séance qui s'est tenue en date du 17 octobre 2023 de ladite commission,

ARRETE

Article 1^{er}: l'établissement dénommé centre hospitalier Bâtiment réadaptation cardiaque type principal U – catégorie 5^{ème} - sis au **33 rue Gambetta à Corbie** est autorisée à ouvrir au public

Article 2: l'effectif public **55 personnes**, effectif hébergé **13 personnes**, dont **10 membres du personnel** pour un effectif total de **65 personnes**.

Article 3: l'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de

matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 : en application de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté par voie de recours gracieux auprès de M. le Maire ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens qui peut être saisi par le biais du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 : l'exploitant de l'établissement, Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Corbie, M. le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Corbie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Ampliation sera transmise à Mme la Préfète de la Somme et à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Corbie.

Fait à Corbie, le 09 janvier 2024

Pour extrait conforme,

Le Maire

Ludovic GABREL





RAPPORT DE VISITE DE SECURITE INCENDIE ET PANIQUE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

commission de sécurité arrondissement d'Amiens

Application de l'article 49 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié
relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Date de la visite : 2 octobre 2023

Commune : CORBIE

Dénomination : 561 CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT READAPTATION CARDIAQUE

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature et/ou objet de la visite :

Type : Groupe de visite

Nature : Périodique

Liste des textes applicables :

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Arrêté du 22 juin 1990 modifié portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

Type PU - Arrêté du 10 décembre 2004 - Règles spécifiques aux petits établissements de soins

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : U « Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de psychiatrie, de suite ou de réadaptation, des soins de longue durée, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante »

Catégorie : 5^{ème}

Effectif public : 55

Dont effectif hébergé : 13

Effectif personnel : 10

Effectif total : 65



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Procès-Verbal de la commission de sécurité arrondissement d'Amiens contre les risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 17 octobre 2023

Nom ou raison sociale :

561 – CENTRE HOSPITALIER BATIMENT READAPTATION CARDIAQUE

5ème catégorie - U

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature du dossier : Groupe de visite - Périodique -

Avis Favorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,

Visé par
Lea MOURET-FORTUNY
RIO : 1449047
Le 31 oct. 2023 07:50:25 GMT

serialNumber=S262411832
CN=MINISTERE DE L'INTERIEUR -
signature_cachet_d2a05_ml
OU=0002 11001401600015
organizationIdentifier=NTRFR-11001401600015
O=MINISTERE DE L'INTERIEUR
C=FR
2023-10-31 08:50:25

Historique :

07/02/2001 : Avis favorable au projet de reconstruction et extension du bâtiment (PC n° 08021200H0025)

10/01/2017 : Avis défavorable à la visite périodique et visite de réception (extension du bâtiment)

Levé lors de la commission du 16/03/2017

Descriptif :

Le centre hospitalier de Corbie est un site qui comprend :

- le bâtiment MAISON DE RETRAITE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment ARC EN CIEL V120 classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment MEDECINE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment READAPTATION CARDIAQUE classé en type U de 5^{ème} catégorie
- le bâtiment SDO ASMIS classé en type W de 5^{ème} catégorie

Ces bâtiments (à l'exception du bâtiment SDO ASMIS) sont dotés d'installations fixes de gaz médicaux.
Le chauffage du site est assuré au moyen du réseau de chauffage urbain. Les chaufferies gaz existantes installées dans les différents bâtiments sont conservées en cas de secours.
Deux poteaux d'incendie privés sont implantés sur le site.

Descriptif du bâtiment de réadaptation cardiaque :

Il s'agit d'un bâtiment à simple rez-de-chaussée avec sous-sol comprenant notamment :

- 11 chambres à 1 lit
- 2 sas d'entrée
- 1 zone d'accueil « secrétariat » (avec centrale du système de sécurité incendie)
- 1 local de rangement
- 1 chambre à 2 lits
- 1 chambre de garde
- 7 bureaux
- 2 salles de gymnastique
- 1 salle de kinésithérapie
- 1 salle d'attente
- 1 local « ventilation »
- 1 poste d'infirmière (avec report d'alarme du SSI)
- 1 poste de soins
- 1 salle de séjour
- 1 vestiaire pour le personnel
- 1 atelier thérapeutique

Chaque chambre est dotée d'un ferme-porte.

La chaufferie est située dans le bâtiment MEDECINE.

La surveillance de nuit est assurée par au moins 2 personnels.

Observation(s) :

Essais réalisés :

Issues de secours : satisfaisant

DAI circulation face à la chambre 4 (en l'absence de la source électrique principale) : satisfaisant

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X	Registre de sécurité	exploitant	
X	Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	APAVE	09/02/2023

X Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19)	APAVE	07/11/2022
X Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15)	APAVE	07/11/2022
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73)	INEO	14/06/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73)	APAVE	01/08/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Contrat d'entretien du Système de Sécurité Incendie (MS 58)	INEO	
X Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38)	DESAUTEL	14/11/2022
X Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours	TC D'HEILLY	06/04/2023
X Relevé de vérification des PI/BI (MS 73)	DESAUTEL	12/04/2022
X Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33)	AIR LIQUIDE	14/08/2023

Le(s) document(s) ci-dessus transmis le a (ont) été analysé(s) et fait (font) l'objet de la (les) prescription(s) déclinée(s) ci-dessous.

Prescription(s) :

Légende :

La (les) prescription(s) suivie(s) de la mention « **DEFAVORABLE** » motive(nt) l'avis défavorable.

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite ainsi que l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | |
|---|--|
| Arrêté du 22 juin 1990 - Dispositions applicables aux établissements de la cinquième catégorie - PE 4 | 1 Faire procéder aux opérations de contrôle et d'entretien des installations et équipements techniques par des techniciens compétents ou un organisme agréé. |
| (ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-22, Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GE 2 | 2 Soumettre au maire pour avis de la commission de sécurité tout projet de création, aménagement ou modification de l'établissement. |

Prescription(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-41	1	Mettre en place une signalétique relative aux affectations des différents locaux techniques et de rangement de manière à faciliter le repérage de l'intervention des services de secours.
Arrêté du 22 juin 1990 - Dispositions applicables aux établissements de la cinquième catégorie - PE 24	2	Interdire l'usage des fiches multiples. Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.
Arrêté du 22 juin 1990 - Dispositions applicables aux établissements de la cinquième catégorie - PE 35	3	Afficher à chaque entrée un plan d'intervention amovible afin de faciliter son utilisation par les services de secours. Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie. Il doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Doivent y figurer, outre les dégagements, « les espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement : - des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ; - des dispositifs et commandes de sécurité ; - des organes de coupure des fluides ; - des organes de coupure des sources d'énergie ; - des moyens d'extinction fixes et d'alarme.
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins -	4	Signaler les vannes de sectionnement des fluides médicaux (U 59).
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 28	5	Interdire le maintien en position ouverte des portes coupe-feu par tout dispositif (cale de bois, butées de portes, béquilles, désolidarisation du ferme porte, etc.).
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 47	6	Réaliser des exercices d'évacuation simulée périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable

